

REVUE DE LA PRESSE

Israélienne

- *La crise des missiles entre la Syrie et Israël. Chaïm Herzog fait assumer au gouvernement Begin la responsabilité de la situation explosive ayant prévalu dans la région, lors de cette affaire.*
- *Le raid israélien sur le réacteur nucléaire iraquien. Un Homme de science et deux personnalités publiques israéliennes analysent les différentes dimensions de l'opération.*
- *Une aube nouvelle? Moshé Dayan voit en la victoire du Likoud, aux élections législatives israéliennes, l'avènement d'une ère d'extrémisme intransigeant.*
- *La "Guerre d'extermination" israélienne au Liban. Trois commentateurs israéliens s'interrogent sur l'efficacité politique et militaire de la politique suivie par M. Begin au Liban.*

LA CRISE DES MISSILES ENTRE LA SYRIE ET ISRAEL

En mai 1981, éclata au Liban — ce qui fut appelé alors — la crise des missiles entre la Syrie et Israël et qui fit planer sur toute la région du Proche-Orient un risque de guerre générale.

A la suite d'affrontements entre Syriens et certains éléments chrétiens au Liban, Israël intervint militairement en abattant, le 28 avril 1981, au-dessus de la vallée de la Békaa (Liban), deux hélicoptères syriens qui se trouvaient en mission de ravitaillement. A la suite de quoi, la Syrie installa, dans cette même vallée, des missiles antiaériens, menaçant par cet acte, selon M. Begin, la sécurité de l'Etat hébreu.

Pour Chaïm Herzog (homme politique, diplomate et militaire israélien bien connu) qui relate ainsi les faits, cette crise des missiles n'aurait pas éclaté si le gouvernement de M. Begin avait agi avec moins de précipitation et s'était abstenu de "se battre pour un autre peuple" en abattant les deux hélicoptères syriens. Cette action, conclut Herzog, va à l'encontre des intérêts d'Israël et traduit une grossière erreur de stratégie politique de la part du gouvernement israélien.

Nous reproduisons, ci-dessous, de larges extraits de cet article paru dans le quotidien hébreu *The Jerusalem Post*, 6 mai 1981.

*

"Il est à la fois tragique et dangereux qu'un gouvernement, après s'être laissé

manœuvrer dans une situation qu'il n'a jamais planifiée, et dans laquelle, selon toute probabilité, il ne souhaitait pas être engagé, se mette à rationaliser [le problème] pour justifier ses défaillances initiales. C'est ce qui s'est produit au Liban.

"En de nombreuses occasions, l'auteur [de ces lignes] a retracé les développements qui montrent que le gouvernement se laisse entraîner dans certaines situations parce que le pouvoir civil n'a pas été correctement exercé de manière à supplanter le pouvoir militaire. La cause réside dans le fait que le Premier ministre ne consacre qu'une fraction du temps qui lui est disponible à l'exercice de ses fonctions de ministre de la Défense.

"Pendant des années, l'un des objectifs majeurs de la politique de ces éléments chrétiens qui luttent contre les Syriens au Liban, a été, à l'évidence, d'entraîner Israël dans une guerre contre la Syrie. Et, en vérité, ils ne s'en sont pas cachés; d'ailleurs tous ceux qui leur ont rendu visite dans leurs bastions au Liban savent que c'est là leur objectif principal. En ce qui concerne les chrétiens du Liban central, la politique d'Israël à leur égard consistait à les aider de manière à les rendre capables de compter sur eux-mêmes, contrairement aux forces sous le commandement du major Haddad au Sud-Liban. La politique d'Israël n'a pas été de s'engager en leur nom dans une quelconque opération militaire. Telle a été la politique claire et sans équivoque suivie par les gouvernements israéliens, au cours des dernières années, c'est-à-dire depuis que les combats éclatèrent au Liban, et ce, nonobstant les tentatives répétées des chrétiens, de créer des situations qui auraient engagé Israël dans une guerre qu'il n'aurait pas choisie.

"La comparaison bizarre et plutôt tirée par les cheveux que le Premier ministre Begin établit entre la situation des chrétiens du Liban en 1981 et celle des Juifs dans l'Europe nazie en 1940 possède une dynamique en soi: celle d'impliquer

un engagement militaire au nom des chrétiens, non pas seulement au Sud-Liban, mais dans le centre et le nord du pays.

"La logique qui en découle voudrait qu'à chaque fois que se produisent des affrontements entre chrétiens et musulmans dans les rues de Beyrouth, Israël s'engage à intervenir pour aider les chrétiens.

"Ceci n'a jamais été dans l'intention des gouvernements d'Israël et ne coïncide nullement avec la politique du pays, pas plus qu'avec les intérêts de celui-ci. C'est une chose que d'aider une nation à compter sur elle-même, ce que nous avons constamment fait, c'en est une autre de devenir partie prenante dans un conflit et d'envoyer ses enfants se battre pour un autre peuple.

(...)

"Dans la nouvelle situation qui a été créée au Liban, l'attention de l'opinion publique s'est concentrée sur un développement très sérieux, à savoir: le stationnement des missiles SAM-6 dans la vallée de la Békaa. C'est là une transgression de l'accord tacite qui prévoyait le maintien des missiles SAM de l'autre côté d'une "ligne rouge" imaginaire. Cependant, comme les discussions publiques et les rapports [d'information] se sont concentrés sur cette question, les gens ont perdu de vue les développements à l'origine de cette situation qui pourrait bien déboucher sur une confrontation entre Israël et la Syrie. Ce nouveau déploiement est appréhendé comme une situation donnée plutôt que comme [un nouveau] développement dans lequel nous nous sommes laissés entraîner contre notre gré.

"Pendant des années, la politique claire d'Israël a été de garder le ciel libanais libre de missiles syriens. Les Syriens, quant à eux, n'ont pas franchi la "ligne rouge" imaginaire; c'est un fait très important stratégiquement, du moins en ce qui concerne Israël. A cet égard, on ne peut que se souvenir que ce fut la duplicité de Nasser qui, en installant les missiles

sur le canal de Suez immédiatement après le cessez-le-feu conclu en août 1970, créa une situation militaire entièrement nouvelle tout au long du canal.

“Dans son livre *White House Years*, Henry Kissinger souligne que le gouvernement américain a commis une grave erreur en omettant de prêter attention aux protestations israéliennes de l'époque. Les développements ultérieurs intervenus le long du canal, de même qu'en Egypte pendant la Guerre d'Octobre 1973, ne sont encore que trop présents aux mémoires des Israéliens et doivent faire naître de sérieuses appréhensions, lorsque des développements similaires, incluant des missiles, surviennent dans la région au nord d'Israël. Toute action visant à introduire des missiles syriens et soviétiques au Liban constitue une erreur de calcul — et un développement sérieux pour Israël — aussi grave que le furent les attaques israéliennes menées en profondeur, en Egypte en 1969 et 1970. Les bombardements israéliens en profondeur, de l'Egypte, furent, incidemment, un usage abusif flagrant des forces aériennes. Ils ont eu pour effet de révolutionner l'ensemble du système de défense sol-air de l'Egypte et de contraindre les Soviétiques à créer un système de défense hautement sophistiqué qui infligea de lourdes pertes à l'aviation israélienne en 1973. Le résultat net de cette erreur de calcul fut, alors, la perte par Israël, dans les trois premiers jours de la guerre, de quelque cinquante avions de guerre. La situation conduisit, aussi, les Soviétiques à prendre en charge le contrôle de l'espace aérien égyptien, ce qui finalement a abouti à des combats entre les forces aériennes soviétiques et israéliennes.

“La différence entre ce qui s'est passé en Egypte en 1970 et ce qui est en train de se produire au Liban en 1981 est que cette fois-ci, l'initiative menant à la détérioration de la situation n'est pas le fait des Israéliens mais des forces chrétiennes. Il aurait dû apparaître clairement, aux

yeux de n'importe quel observateur, que les actions des chrétiens étaient calculées de manière à engendrer une situation qui les exposerait au danger, et ce faisant, à forcer Israël à entrer en confrontation avec les Syriens: ce que ni la Syrie ni Israël ne cherchent, ni ne souhaitent.

“Lorsque les forces chrétiennes se sont emparées de certains points stratégiques, dans la région de Zahlé, menaçant ainsi les principales voies d'approvisionnement entre Beyrouth et Damas, elles auraient dû savoir que les Syriens n'accepteraient pas un tel bouleversement. Le résultat en fut la brutale attaque syrienne contre Zahlé et l'avance des forces syriennes sur les bastions phalangistes du Mont-Liban. Une chose entraînant une autre, les Syriens furent contraints de monter des opérations hélicoptères pour ravitailler leurs unités pendant la bataille des montagnes. Les chrétiens, n'étant pas en mesure de faire face à la situation, appelèrent Israël à la rescousse, et deux hélicoptères syriens furent, alors, abattus. C'est à ce stade que les Syriens franchirent la “ligne rouge” et installèrent des missiles SAM-6.

“L'attention est, maintenant, dirigée vers les missiles, bien qu'il aurait fallu qu'elle le soit vers les événements à l'origine d'une situation qui a abouti à l'introduction des missiles au Liban, et placé Israël devant la possibilité d'un affrontement militaire avec la Syrie — situation non planifiée par Israël, ne correspondant pas à ses intérêts et qui n'a certainement pas été recherchée par les Syriens.
(...)”

“La vallée de la Békaa est perçue par les Syriens comme leur ventre mou, et leur but a toujours été de renforcer ce qu'ils considéraient pouvoir devenir une ligne [de confrontation] avancée avec les forces israéliennes, en cas de guerre. C'est ce qu'ils ont tenté de faire en fortifiant cette région et en y introduisant des missiles. L'intérêt d'Israël était de ne pas leur fournir d'excuses pour y introduire leurs missiles antiaériens.

“On a beaucoup écrit sur la possibilité d’une attaque des emplacements de missiles par les unités des forces aériennes israéliennes. Il est évident que le retrait de ces missiles du territoire libanais est d’une importance vitale pour Israël. A cet égard, la similitude des situations entre le Liban et l’Egypte il y a dix ans est frappante.

“L’Union soviétique et la Syrie sont liées par un traité d’amitié. Lorsqu’il fut signé, on affirma que cet accord contenait certaines clauses secrètes; celles-ci n’ont jamais été révélées.

“Il y a aujourd’hui entre six mille et dix mille conseillers militaires soviétiques en Syrie. Certains commentateurs affirment que les clauses secrètes du traité d’amitié permettent à l’Union soviétique, en cas d’urgence, de prendre en charge le contrôle de l’espace aérien syrien, comme elle l’a fait en Egypte pendant la guerre d’usure.

“En 1973, lorsque Damas était menacé, trois quartiers-généraux soviétiques, au niveau de la division, furent déménagés dans la capitale syrienne; ils furent d’ailleurs endommagés lors d’attaques localisées des forces aériennes israéliennes sur le grand quartier général syrien.

“L’Union soviétique est non seulement liée à la Syrie par un traité d’amitié, mais elle est également engagée moralement envers ce pays, le seul parmi les pays islamiques à avoir absous l’invasion de l’Afghanistan.

“Ainsi donc, toute évaluation intelligente de ces développements mettrait en évidence le fait qu’une escalade majeure au Liban engagerait militairement les forces israéliennes dans un combat avec les forces syriennes et entraînerait, tôt ou tard, une intervention de l’Union soviétique et augmenterait son engagement en Syrie.

“La réaction inter-arabe face à une conflagration quelconque au Liban, devrait également être prise en considération. La déclaration faite par Boutros Ghali, ministre d’Etat égyptien aux Affai-

res étrangères, selon laquelle en cas de conflit armé, les Egyptiens se sentiraient plus liés par leurs engagements envers un Etat arabe qu’envers Israël, a fait naître de sérieuses inquiétudes en Israël.

“La Syrie est isolée dans le monde arabe. A sa frontière orientale elle a un voisin, l’Iraq, qui lui est hostile et qui est en guerre avec l’Iran. A la frontière sud, les forces syriennes sont massées face aux forces jordaniennes et la tension n’a fait qu’y croître depuis décembre. Les pays arabes ont exprimé un désenchantement marqué à l’égard du rôle que la soi-disant force de “maintien de paix” syrienne a assumé au Liban. En outre, des indices portaient à croire qu’une action de taille serait entreprise en vue de révoquer son mandat dès que l’opportunité se présenterait. Mais aujourd’hui, l’Arabie Saoudite et le Koweït ont annoncé qu’ils soutiendraient la Syrie en cas de conflit avec Israël. En d’autres termes, l’un de nos principaux avantages stratégiques, à savoir l’isolement quasi total de la Syrie dans le monde arabe, a été éliminé.

(...)

“Tous les indices montrent qu’à Zahlé comme à Beyrouth, ce sont les forces phalangistes chrétiennes qui ont pris l’initiative des derniers combats. Cela ne justifie en aucune manière la brutalité des Syriens, ni leurs actions visant à déplacer les chrétiens hors de leurs bastions traditionnels au Mont-Liban. Nous ne pouvons être les gardiens de la morale internationale dans la région, en particulier lorsque l’on considère l’approche totalement amorale du monde chrétien. Dans le meilleur des cas, nous pourrions agir lorsque nos intérêts coïncident avec ceux des chrétiens. Mais, s’ils leur sont opposés, comme c’est le cas ici, alors nous devons en premier lieu nous préoccuper de nos propres intérêts. Il est de notre intérêt de garantir que les Syriens ne prendront pas le contrôle du Liban; de même nous ne devons pas permettre aux autres de nous dicter le moment et la manière d’agir.

(...)"

LE RAID ISRAELIEN SUR LE REACTEUR NUCLEAIRE IRAQIEN

La destruction par Israël, en juin 1981, du réacteur nucléaire iraquien suscita dans le monde un tollé général et y provoqua une série d'interrogations. En effet, par cet acte, l'Etat hébreu violait toutes les normes du droit international relatives au droit des nations à se doter de capacités nucléaires à condition, bien entendu, que ce développement nucléaire soit soumis à un contrôle international.

Les opinions exprimées en Israël — et notamment au sein de la presse — quant à la légitimité de cette opération furent partagées. Shlomo Aharonson, spécialiste des affaires nucléaires, approuve cet acte, met en garde les pays du Tiers-Monde de l'éventualité de la destruction de leurs installations nucléaires s'il s'avérait (et c'est Israël qui en sera seul juge) que ces pays poursuivent le développement de l'arme atomique et enfin se félicite de l'image acquise par Israël au cours de cette opération; celle, dit-il, d'un Etat "Fou.... recourant à des méthodes non usuelles..... à redouter pour l'armement sophistiqué qu'il détient".

Le professeur Daniel Amit, physicien de renom, assure, dans une interview conduite par K. Amnon, que les habitants d'Israël n'encouraient aucun danger d'extermination du fait de la mise en marche du réacteur iraquien, quoi qu'en dise M. Begin, guidé, selon lui, par des considérations électorales. Toute tentative — explique le professeur Amit — par l'Iraq de détourner le réacteur "Osirak" de son usage initial, aurait nécessité de nombreuses années et aurait été assurément repérée, Osirak étant soumis à des contrôles périodiques rigoureux du fait de la signature par l'Iraq du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Matiyahu Peled, général de réserve

dans l'armée israélienne, condamne l'opération, qui, dit-il "va à l'encontre des usages régissant les relations entre peuples" et s'interroge sur son efficacité à empêcher l'Iraq de se doter de l'arme atomique à supposer que telle soit son intention. Par ailleurs, le général Peled souligne que contrairement à l'Iraq, Israël refuse de signer le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et qu'il a toujours opposé un refus constant à la demande de toute partie internationale d'avoir accès à ses installations nucléaires de Dimona.

Nous reproduisons ci-dessous les textes de ces trois articles dans l'ordre suivant:

— "Un précédent et sa signification" *Haaretz*, 12 juin 1981.

— Interview du professeur Amit. *Al Hamishmar*, 12 juin 1981.

— "Une aventure à Baghdad". *Haaretz*, 11 juin 1981.

*

Un précédent et sa signification

"Le bombardement du réacteur "Osirak" est un acte sans précédent dans les annales des relations internationales et, de plus, difficile pour le monde à admettre. La stupéfaction et la colère manifestées à la suite de l'opération s'expliquent pour diverses raisons.

— "L'Occident a, jusqu'à présent, opté en faveur des moyens, politique et économique, pour traiter du délicat problème du développement nucléaire dans le Tiers-Monde — qui fut toujours présenté comme étant à des fins pacifiques — ou alors il l'a passé sous silence avec l'accord tacite des pays concernés.

— "Jamais, auparavant, la force ne fut utilisée pour détruire l'infrastructure nucléaire d'un Etat qui aurait décidé de développer sa capacité propre en ce domaine.

— "Dans les années 1960, des menaces égyptiennes pesant sur Israël avaient, semble-t-il, contribué à déclencher la Guerre des Six jours. L'Egypte n'a toutefois pas envisagé d'attaquer Dimona. L'in-